

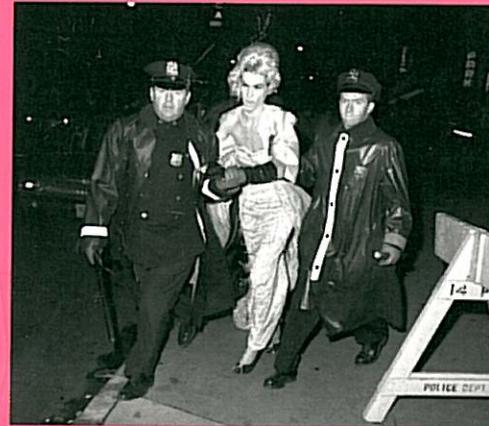
# Dictionnaire des cultures Gays et lesbiennes



sous la direction de **Didier Eribon**



# Dictionnaire des cultures Gays et lesbiennes



 **Didier Eribon**, philosophe et historien des idées, est l'auteur de nombreux ouvrages, dont une célèbre biographie de Michel Foucault (1989), traduite en dix-huit langues. Il codirige, avec Françoise Gaspard, le séminaire « Sociologie des homosexualités » à l'École des hautes études en sciences sociales et enseigne dans plusieurs universités américaines. Il est également critique de philosophie et sciences humaines au *Nouvel Observateur*. Ses récents travaux – *Réflexions sur la question gay* (1999), *Une morale du minoritaire. Variations sur un thème de Jean Genet* (2001) – ont fait de lui l'un des théoriciens majeurs des nouveaux champs de réflexion sur la sexualité, l'homosexualité, la domination politique et la subjectivité minoritaire.

Pour ce dictionnaire, il a dirigé une équipe d'une centaine d'auteurs, universitaires, chercheurs, journalistes ou critiques réputés.

De Abba à Zweig en passant par *Clubbing* et *Pacs*, le présent ouvrage entend offrir un panorama complet des cultures gays et lesbiennes depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. En plus de 500 pages et près de 600 articles – dont une cinquantaine de dossiers thématiques : Associations, Cinéma, Féminisme, Publicité... –, il aborde non seulement les cultures littéraires, artistiques, intellectuelles, les cultures populaires (le cabaret, la mode, la télévision...), mais aussi les modes de vie, la sexualité, ou les enjeux sociaux et juridiques. Bien que mettant l'accent sur la France, il fait une large place aux personnalités et phénomènes étrangers, dès lors qu'ils ont eu un écho dans notre pays, tels Virginia Woolf, Pasolini, ou les émeutes de Stonewall. Plus de 200 illustrations, dont une trentaine répartie dans deux cahiers couleurs (l'un consacré aux arts plastiques, l'autre à la chanson), complètent l'ensemble.

Premier grand dictionnaire de référence sur le sujet, il ne doit cependant pas, comme le rappelle Didier Eribon dans son avant-propos, « être considéré seulement comme une somme de connaissances et une invitation à la découverte. [...] Face à tous ceux qui, imperturbablement, décennie après décennie, ont cherché (et continuent de chercher) à maintenir les cultures gays et lesbiennes dans la pénombre d'une quasi-invisibilité et à rétablir le silence chaque fois qu'il est brisé, cet ouvrage propose – et, n'hésitons pas à le dire, *milite* pour – une politique de la mémoire, une politique de l'histoire et une politique du savoir. Ce dictionnaire est un manifeste. »



  
LAROUSSE

active» ou « passive » inversent les rôles dominant/dominé, puisqu'ici celui qui joue le rôle « actif » – souvent à genoux – est celui qui fait une fellation à son partenaire. Les mots « actif » et « passif » s'ouvrent alors à la polysémie.

L.-G. FERRON

>> *Butch/fem, Injures, Petites annonces, Sadomasochisme, Sexuelles (Pratiques), Sodomie.*

## Act Up

Association de lutte contre le sida fondée à New York en 1987 et à Paris en 1989

C'est sous l'impulsion d'un discours prononcé par le militant de la lutte contre le sida Larry Kramer au Lesbian and Gay Center que l'organisation Act Up (Aids Coalition To Unleash Power) voit le jour à New York en mars 1987. Elle s'approprie le visuel qui recouvre déjà les murs de la ville à l'initiative d'un groupe d'artistes (le slogan « Silence = death » surmonté d'un triangle rose sur fond noir) et s'empare de l'espace public en multipliant manifestations et coups d'éclat médiatiques. Deux ans plus tard, Act Up est créée à Paris par trois journalistes homosexuels exerçant dans la presse gay ou généraliste (Didier Lestrade, Pascal Loubet, Luc Coulavin). Son succès va défier le scepticisme du plus grand nombre face à l'importation de modes d'action jugés inadaptes au modèle français.

### CONDITIONS D'ÉMERGENCE

Différentes conditions sont alors réunies pour qu'Act Up puisse apparaître en France : la diffusion du test de dépistage et l'augmentation du nombre de personnes apprenant leur séropositivité, de malades et de décès, en particulier chez les homosexuels ; l'insatisfaction croissante face au discours généraliste et à l'institutionnalisation des

premières associations ; le développement d'une réponse gouvernementale qui offre à l'association un objet de confrontation avec les pouvoirs publics ; une recherche thérapeutique balbutiante qui ne laisse entrevoir que de maigres espoirs ; un moindre risque de stigmatisation pour les personnes infectées par le VIH et les homosexuels, qui permet une prise de parole à l'abri des réactions de rejet redoutées au début de l'épidémie. Progressivement, Act Up-Paris va devenir en France le principal espace où se conjuguent l'expression de la séropositivité et celle de l'homosexualité, dans une logique de rupture avec les principes qui gouvernent les associations aînées.

### NAISSANCE

La première apparition publique de l'association a lieu en juin 1989 lors de la Gay Pride. Dès sa création, elle va recruter prioritairement au sein de la population homosexuelle. En même temps, elle travaille à faire exister les séropositifs comme groupe ayant des intérêts et des représentants propres. Il s'agit alors d'articuler l'origine homosexuelle de l'association à des orientations plus généralistes, comme en témoigne sa définition : « Act Up-Paris est une association issue de la communauté homosexuelle et veillant à défendre équitablement toutes les populations touchées par le sida. » Progressivement, la rhétorique de l'association va s'appuyer sur une mise en équivalence des positions occupées par les différents groupes touchés par la maladie, qui ont en commun un statut social minoritaire, une expérience de stigmatisation et un passé de luttes séparées (homosexuels, toxicomanes, prisonniers, prostitué-e-s, étrangers, etc.). La justification de cette orientation est simple : le sida ne touche pas tout le monde de la même façon et ce sont les minorités les plus opprimées qui en furent les premières victimes. Ce phénomène appelle une analyse politique : le sida révèle les multiples exclusions que connaît notre société.

### MODES D'ACTION

Le modèle importé des États-Unis est tout d'abord fidèlement reproduit. Les mêmes modes d'organisation, de fonctionnement interne et d'action sont mis en œuvre. Le groupe cherche par une activité de lobbying et d'action publique (les deux principales manifestations de rue sont chaque année celles de la Gay Pride et de la Journée mondiale du sida) à faire pression sur les pouvoirs publics et les acteurs chargés à divers titres de la gestion de l'épidémie. Les modalités d'action publique, les revendications, les visuels et les travaux graphiques américains sont largement repris. Plusieurs des principales actions réalisées durant les premières années sont directement inspirées de manifestations qui ont fait date outre-Atlantique. L'action menée contre l'Église en interrompant la messe de la Toussaint le 1<sup>er</sup> novembre 1991 à Notre-Dame en est une bonne illustration, de même que la « Journée du désespoir » organisée le 4 avril 1992.

### DISCOURS

Lors de sa deuxième année d'existence, l'association traverse une période de crise : Pascal Loubet et ses proches démissionnent, alors que font leur entrée plusieurs normaliens précédemment engagés contre la guerre du Golfe, qui vont occuper l'espace laissé vacant par le départ du premier, jusqu'alors principal « théoricien » du mouvement. Ils créent un groupe chargé de la rédaction et de la publication de textes, au sein duquel ils poursuivent la « construction » du discours de l'association, sur la base des grandes lignes déjà posées, et sa diffusion vers l'extérieur, notamment en créant la lettre d'information *Action* en 1991.



Une manifestation d'Act Up à Paris le 1<sup>er</sup> décembre 1998.

### MÉDIATISATION

Au cours de l'été 1992, l'image d'Act Up connaît une large diffusion dans la presse et à la télévision au moment de « l'affaire du sang contaminé », qui est pour beaucoup l'occasion de découvrir l'association. Sa médiatisation continue de croître tout au long de l'année 1993, qui s'achève le 1<sup>er</sup> décembre par la pose d'un préservatif géant sur l'obélisque de la place de la Concorde, dont l'image assure alors la popularité de l'association dans le monde entier. Le regard des médias évolue à cette période : les actions publiques d'Act Up, qui servaient principalement jusqu'alors à illustrer des sujets sur le sida, donnent lieu désormais à des reportages ou des articles de fond plus importants sur l'association elle-même, ses militants, son fonctionnement.

### CROISSANCE

La croissance et la diversification des effectifs de l'association s'accroissent largement au lendemain du premier Sidaction (avril 1994), où le président d'Act Up, Cleews Vellay, fait une apparition remarquée. L'augmentation progressive de la part des femmes et des hétérosexuels se renforce et la proportion de personnes infectées par le VIH diminue. À partir de cette date, Act Up va travailler à maintenir la position de « leader » qu'elle occupe désormais avec Aides dans l'espace de la lutte contre le sida, étendant progressivement son champ d'intervention. Elle passe au salariat en créant un poste de responsable de la communication et intègre un certain nombre d'institutions définissant les orientations de la recherche ou de la prévention. La crise qui frappe certaines associations à partir de 1996 n'épargne pas Act Up. Diverses tensions s'intensifient après son coup d'éclat lors du deuxième Sidaction, où le nouveau président, Christophe Martet, interpelle avec virulence Philippe Douste-Blazy, alors ministre de la Culture, avant de quitter le plateau. L'association est alors fortement stigmatisée dans les médias : beaucoup, y compris dans le milieu associatif, la tiennent pour responsable de la faiblesse des dons.

### RECENTRAGE

Face à la publication, début 1997, de données faisant état de la chute de la mortalité et des nouveaux cas de sida au cours du second semestre 1996, Act Up continue de souligner le caractère mortel du sida et récuse la nouvelle qualification de « maladie chronique ». Au cours de l'année 1997, l'association, d'une part, recentre son action sur le domaine thérapeutique, avec la mise en place de services aux personnes atteintes (publications et ligne téléphonique sur les traitements), et, d'autre part, élargit son engagement à des causes « parallèles », en organisant, à l'occasion des élections législatives de 1997, le mouvement « Nous sommes la gauche » en alliance avec d'autres acteurs du « mouvement social ». En 1998, l'action se poursuit sur ces deux versants. L'activité consacrée à la problématique santé/répression donne lieu à l'organisation d'une *Toxipride* par un « Collectif pour l'abrogation de la loi de 1970 » (qui interdit de présenter les drogues sous un jour favorable) et à la participation d'Act Up au mouvement des chômeurs. Au cours de ces deux années, la fréquentation d'Act Up diminue fortement, même si le nombre d'adhérents se maintient.

### QUESTION GAY

L'émergence, à la fin des années 1990, d'un débat public relatif à la reconnaissance légale du couple homosexuel conduit le groupe à mener différentes actions sur ce thème. Un travail consacré aux droits

des homosexuels est entrepris en 1998, qui débouche sur une position officielle de l'association en faveur du pacs, du concubinage, mais aussi du mariage homosexuel. Sa participation à la création d'un Observatoire du pacs et la menace d'*outing* qu'elle profère à l'encontre d'un député homosexuel ayant participé à une manifestation anti-pacs vont faire d'Act Up un acteur remarqué de l'histoire de ce projet de loi.

En juin 1999, alors qu'elle célèbre son dixième anniversaire, l'association lance une campagne d'alerte à l'occasion de la *Gay Pride* pour contrer l'émergence d'un discours témoignant d'une sexualité non protégée chez certains gays, et se fait le tenant d'une idéologie de la prévention contestée par d'anciens militants, qui y voient une attaque injuste contre les gays séropositifs en particulier. Ces débats contradictoires culminent lors de « l'AG des pédés » qu'elle organise à l'issue d'une campagne médiatique sans précédent sur le retour du risque chez les gays.

### PRÉSIDENTE

En septembre 1999 est élue pour la première fois à la tête de l'association une jeune femme hétérosexuelle et séronégative (Emmanuelle Cosse), les cinq premiers présidents (Didier Lestrade, Cleews Vellay, Christophe Martet, Marc Nectar et Philippe Mangeot) étant des hommes homosexuels et séropositifs. En septembre 2001, c'est une autre jeune femme hétérosexuelle et séronégative (Victoire Patouillard) qui est élue présidente.

C. BROUQU ET O. FILLEULE

>> Aides, Associations, Drogues, New York, Nouveaux mouvements sociaux, Paris, Prisons (femmes), Prisons (hommes), Prostitution masculine, Sida (l'épidémie), Sida (les associations), Sida (les politiques de prévention), Sida (dans l'art), Bibliographie.

## Adoption

L'adoption est l'une des formes de filiation reconnues par le droit. Fondée sur la volonté de celui ou celle qui adopte, elle est établie indépendamment de tout lien biologique entre l'adoptant et l'adopté. Ce mode de relation filiale a trouvé son apogée dans le droit romain, qui autorisait aussi l'adoption d'un majeur par un mineur. Cependant, seuls les individus de sexe masculin pouvaient adopter. Peu importait qu'il soit célibataire, marié, veuf ou même castrat, tout homme libre avait la faculté d'adopter (le couple n'avait pas le droit à l'adoption). À Rome, on pouvait adopter son petit-fils, ou faire adopter par un de ses fils un petit-fils né d'un autre fils ; autrement dit, même au sein de sa descendance, il était permis de modifier le degré généalogique ou de faire glisser un individu d'une lignée à une autre. Considérée par le droit canonique comme trop artificielle car dénuée de fondement biologique, l'adoption est interdite tout au long du Moyen Âge catholique, et il faut attendre la Révolution française pour que cette institution bénéficie d'une place dans le Code civil. Sans restaurer la liberté adoptive du droit romain, Napoléon redonne néanmoins à la volonté le statut de source du droit de la filiation.

L'adoption moderne peut être simple ou plénière, individuelle ou de couple. Elle est simple dès lors que les liens biologiques avec la famille d'origine ne sont pas rompus. En revanche, l'adoption plénière est exclusive, car elle fait disparaître les origines biologiques. Sont autorisés à adopter les couples mariés et les individus. Ni les concubins ni les couples pacés ne peuvent accéder à l'adoption. Cependant,

## Aghion Gabriel

Cinéaste français (Alexandrie, Égypte, 1955)

C'est avec son troisième long métrage, *Pédale douce* (1996), une comédie de mœurs déléguée sur le thème de la double vie et de la dissimulation, que le cinéaste français Gabriel Aghion se fait connaître du grand public. Ouvertement *gay friendly* mais répondant surtout aux exigences du cinéma comique populaire, le film fait figure de *Cage aux folles* des années 1990. Longtemps refusé, sur son scénario, par les télévisions françaises pour un cofinancement, *Pédale douce* totalise finalement près de 5 millions de spectateurs en France, lançant ainsi la carrière du réalisateur. Avec *Belle Maman* (1999), dont Catherine Deneuve tient le rôle-titre, ce sont la famille recomposée et les premiers pas du pacs dans la société française qui intéressent Aghion. En 2001, il réalise *Absolument fabuleux*, adaptation pour le grand écran de la fameuse série télévisée britannique.

O. SÉGURET

>> *Absolutely Fabulous*, Cinéma (Les gays au), Cinéma gay et lesbien, *Gay friendly*, Pacs, Télévision.

## Aides

Association de lutte contre le sida fondée à Paris en 1984

### NAISSANCE ET PREMIERS DÉVELOPPEMENTS

L'association Aides est créée fin 1984, c'est-à-dire trois ans après l'identification des premiers cas de sida et un an après la découverte du VIH (mais plusieurs mois avant la mise au point des tests de dépistage qui donneront naissance à la figure du « séropositif »). L'association définit ses objectifs autour de la personne du malade, après l'abandon d'un premier projet plus spécifiquement tourné vers les seuls homosexuels, et elle adopte même d'emblée une attitude hostile à toute identification à l'homosexualité. C'est le sociologue Daniel Defert qui propose sa création, suite à la mort de son compagnon, Michel Foucault, en juin 1984 ; le journaliste Frédéric Edelmann et le médecin Jean-Florian Mettetal se joignent à lui.

Au cours des années 1985 et 1986, l'association développe deux activités principales : d'une part, l'aide directe aux malades, qui sont alors peu nombreux mais souvent isolés et démunis ; d'autre part, la prévention et l'information, notamment grâce à la mise en place d'une ligne d'écoute téléphonique. Dans un premier temps, les membres s'agrègent principalement sur le mode de la cooptation. Puis un élargissement progressif du recrutement conduit à la généralisation de la formation initialement créée pour les seuls candidats à l'aide aux malades : dès juin 1986, l'ensemble des volontaires se présentent à un entretien et suivent un module de formation, quelle que soit l'activité dans laquelle ils souhaitent s'investir.

### LA PLACE DES PERSONNES ATTEINTES

La croissance de l'association ne se fait pas sans heurts et, au cours de l'année 1987, des désaccords relatifs aux orientations à suivre divisent l'équipe dirigeante. À la veille de l'assemblée générale, un groupe appelle à la professionnalisation de l'association, souhaitant que s'établisse un partage plus net entre volontaires et usagers de Aides pour satisfaire à la « bonne distance » jugée nécessaire en situation de relation d'aide. Il déplore en outre l'image trop homosexuelle de l'association. Son projet n'est pas approuvé par les volontaires, qui réélisent Daniel Defert à la présidence. Cet échec se traduit par la démission en mars

1987 des deux autres fondateurs, qui rejoignent l'association Arcat-sida. L'idéologie de Aides consiste alors à ne pas hiérarchiser les motifs qui mènent les volontaires à s'engager : si l'association n'est pas un groupe d'« autosupport », une part non négligeable de ses membres sont eux-mêmes touchés par l'épidémie, soit parce qu'ils sont séropositifs ou malades (environ 15 %), soit en raison de leur expérience du sida dans leur entourage. La part active des malades dans le projet promu par l'association est d'ailleurs soulignée dans une communication prononcée par Daniel Defert au cours d'une conférence internationale en 1989 (« Le malade, réformateur social ») où il développe, dans une perspective foucauldienne, une analyse du nouveau rôle des malades dans l'organisation des soins et de la prise en charge médicale.

### CROISSANCE

À la fin des années 1980, le champ de la lutte contre le sida se transforme : les associations se multiplient, leur action se spécialise, tandis que les pouvoirs publics formaient et renforcent leur engagement. L'assise de Aides se voit cependant renforcée, avec la création de Aides Fédération, qui supervise l'action des comités régionaux alors en pleine multiplication : après la création d'une première antenne à Marseille en 1985, la plupart des pôles de province apparaissent en 1987 et 1988, si bien que l'association est déjà solidement implantée sur le territoire national au moment où apparaît Act Up-Paris en 1989. Un comité Paris-Ile-de-France est créé cette même année, que rejoint la majorité des volontaires de l'association d'origine.

En 1990, Aides est reconnue d'utilité publique ; elle compte 2 200 volontaires répartis dans toute la France. À cette époque, la « radicalisation » du mouvement associatif incarnée par Act Up traduit un phénomène de contestation face à l'institutionnalisation et la dépendance des associations aînées vis-à-vis des pouvoirs publics. En même temps, la confrontation croissante de la population homosexuelle à la réalité de l'épidémie provoque une certaine insatisfaction face à la vocation « généraliste » de Aides, parfois critiquée sur ce point, notamment par le magazine *Gai Pied*.

### TENSIONS

Au début des années 1990, Aides connaît une phase de forte croissance. Elle se trouve en même temps traversée par deux lignes de partage qui sont sources de tensions et influent sur son développement. La première concerne la distinction entre bénévoles et salariés. En 1991, l'association renforce considérablement sa professionnalisation en procédant à une embauche massive de salariés, pour une part d'anciens bénévoles. Au même moment, elle organise une campagne visant au recrutement de nouveaux volontaires, qui contribue à renflouer sensiblement ses rangs. Au cours de cette période, le recrutement professionnel s'accroît également dans d'autres associations de lutte contre le sida, notamment Arcat-sida, Sida Info Service ou Vaincre le Sida.

En outre, Aides est traversée par une tension toujours renouvelée entre volontaires et bénéficiaires. En effet, si la formation permet de distinguer clairement les bénévoles des usagers de l'association, les motifs exprimés par les premiers pour justifier leur engagement sont parfois proches des raisons qui motivent les sollicitations des seconds, en particulier lorsqu'il est fait état d'une proximité, quelle qu'elle soit, à la maladie, ou d'un statut sérologique positif. Le retrait de Daniel Defert illustre cette problématique. En novembre 1991, alors qu'il s'apprête à quitter la présidence de Aides Fédération, il justifie ce choix par trois raisons : son état d'épuisement psychologique,

la nécessité d'une évolution pour l'association, et le fait qu'il soit séro-négatif et que sa légitimité ne soit plus entière de ce point de vue. Le psychiatre Arnaud Marty-Lavauzelle lui succède, qui ne fera pas mystère de sa séropositivité.

#### EFFECTIFS ET CHAMPS D'ACTION

La composition de l'association poursuit alors son évolution : la population des volontaires rajeunit légèrement et se féminise progressivement. L'augmentation de la part des femmes (de 11 % en 1986 à 43 % en 1998) se traduit logiquement par une proportion d'homosexuels décroissante (de 89 % en 1986 à 56 % en 1997), les volontaires hommes étant majoritairement homosexuels ou bisexuels et les volontaires femmes hétérosexuelles. La diminution de la part des homosexuels accompagne paradoxalement un changement progressif de positionnement de l'association sur la question de l'homosexualité, sous l'effet d'un contexte modifié et notamment d'une certaine concurrence associative : la création en 1991 au sein de Aides du groupe Pin'Aides, chargé de la prévention en milieu gay, assure à l'association une meilleure visibilité sur cette question.

En 1994, alors que la mobilisation contre le sida culmine avec l'organisation du premier Sidaction, Aides fête ses dix ans. Elle n'hésite plus à afficher un certain militantisme revendicatif. Elle organise une première « Marche pour la vie » (sur un modèle américain) et officialise sa participation à la manifestation organisée traditionnellement par Act Up le 1<sup>er</sup> décembre (une première manifestation commune avait eu lieu en 1992 pour réclamer un « plan d'urgence pour les hôpitaux »). En 1995, elle fait paraître dans la presse une campagne d'interpellation au ton très « actupien » à la veille des élections présidentielles et coorganise une manifestation de rue interassociative sur le thème « Sida : le troisième septennat va commencer ». La même année, elle réalise une campagne d'affichage dénonçant les carences en matière de solidarité et de gestion de l'épidémie. Elle est alors forte de 3 600 volontaires répartis dans 31 comités régionaux.

#### INCERTITUDES

L'évolution de l'épidémie consécutive à l'apparition de nouveaux traitements en 1996, si elle se traduit par une amélioration très sensible du sort des personnes atteintes, produit sur Aides les mêmes effets déléteraires que sur la plupart des autres associations de lutte contre le sida : ses effectifs et ses budgets diminuent jusqu'au début des années 2000, où ses activités se trouvent considérablement réduites, dans un contexte de relative démobilitation. Le nombre de personnes vivant avec le VIH n'a pourtant jamais été aussi important en France et, dans des proportions bien plus considérables, dans les pays du Sud et de l'Est (où Aides développe des activités de partenariat et de formation), ce qui rend nécessaire sans doute pour longtemps encore l'action de cette association.

C. BROQUA ET O. FILLIEULE

>> Act Up, Associations, Foucault, *Gai Pied*, Sida (l'épidémie), Sida (les associations), Sida (les politiques de prévention), Bibliographie.

## Akademos

Revue mensuelle française (1909)

En 1909, Jacques d'Adelswärd-Fersen, aristocrate mondain et homme de lettres, fonde *Akademos*, sous-titrée « Revue mensuelle d'art libre et de critique ». Considérée comme la première revue fran-

çaise homophile sinon directement consacrée à l'homosexualité, elle réunit des auteurs célèbres qui refusent les préjugés dans le domaine des mœurs. Le premier numéro accueille les plumes de Colette Willy (le nom que porte Colette à l'époque), Émile Verhaeren, Henri Barbusse, Laurent Tailhade et Fersen lui-même. La revue s'attaque à la société bien-pensante à coups d'arguments élémentaires : « Il demeure prouvé aux yeux de tout homme impartial et réfléchi que l'homosexualité [...] est universellement répandue, comme elle a toujours été connue. [...] Elle ne relève plus de la criminologie, ni même de la pathologie, mais du droit commun de l'amour libéré », écrit Guy Delbrouze dans le numéro 7, daté du 15 juillet 1909. L'aventure dure une douzaine de numéros avant de prendre fin, faute d'argent.

J.-P. RENOUARD

>> Colette, Droit, Fersen, Presse gay, Tailhade, Bibliographie.

## Akerman Chantal

Pseudonyme de Chantal Ackerman

Cinéaste belge (Bruxelles, 1950)

De son premier court métrage (*Saute ma ville*, 1968) à son long métrage *la Captive* (2000, adaptation très personnelle d'un fragment d'*À la recherche du temps perdu*), la cinéaste belge n'a cessé de creuser son très original filon. Influencée par le cinéma expérimental américain comme par le film d'auteur français, son œuvre composite porte les marques d'une constante évolution, depuis le registre documentaire de *Jeanne Dielman, 23, quai du Commerce, 1080 Bruxelles* (1975), qui restituait trois jours de la vie d'une ménagère prostituée occasionnelle, jusqu'à la grande sophistication poétique de *la Captive*, en passant par le style symphonique de *Toute une nuit* (1982) ou celui, directement emprunté à la comédie musicale, de *Golden Eighties* (1986, avec Delphine Seyrig).

Sans concession dans son art, radicale dans son discours, Chantal Akerman pratique un cinéma des hautes solitudes, souvent autobiographique, mais qui ne l'empêche pas d'être disponible pour des projets collectifs, comme en témoignent le sketch réalisé dans le cadre de *Paris vu par... Vingt Ans après* (1984) ou sa participation à la série de téléfilms *Tous les garçons et les filles*, pour laquelle elle tourne, en 1994, *Portrait d'une jeune fille des années 1960 à Bruxelles*. Dès *Je, tu, il, elle* (1974) et plus nettement encore depuis *les Rendez-Vous d'Anna* (1978), Chantal Akerman s'est attiré la curiosité puis la fidélité des communautés gay et lesbienne, bien qu'elle n'ait jamais fait, sur la question homosexuelle, de déclaration particulière.

O. SÉURET

>> Belgique, Cinéma (Les gays au), Cinéma (Les lesbiennes au), Cinéma gay et lesbien.

## Alibert François-Paul

Écrivain français (Carcassonne, 1873 - id., 1953)

À Carcassonne, où il est né, François-Paul Alibert devient employé de mairie, puis dirige le théâtre de la Cité. Il connaît une certaine notoriété en publiant une abondante poésie, aujourd'hui tombée dans l'oubli. C'est un ami très proche d'André Gide, avec qui il entretient une longue correspondance, ainsi que de Joë Bousquet. Il écrit dans la *NRF* dès 1909, puis dans *Chantiers* et *les Cahiers du Sud*. Mais il est surtout l'auteur du roman *le Supplice d'une queue*, édité

## Boullet Jean

Dessinateur, écrivain et libraire français (Paris ?, 1921 - Algérie, 1970)

Jean Boullet se fait d'abord connaître en illustrant de nombreux livres, dessinant des garçons dans un style qui rappelle celui de Jean Cocteau. Il rassemble un certain nombre de ses croquis dans un recueil intitulé *les Beaux Gars* (1951) et donne notamment vie aux *Corps interdits* (1954) de Maurice Pêrisset.

Curieux de toutes les bizarreries, des monstres à l'illusionnisme, en passant par la bande dessinée, le tatouage, les mandragores et les mythes populaires, Jean Boullet est également un libraire hors norme, ainsi qu'un prolifique critique de cinéma fantastique, qu'il faut ranger aujourd'hui parmi les précurseurs.

Habillé de cuir noir, fréquentant Saint-Germain-des-Prés, il vit au grand jour son homosexualité et manifeste son intérêt pour toutes les sexualités. Il écrit ainsi, pour la Bibliothèque d'érotologie de Jean-Jacques Pauvert, *Symbolisme sexuel*, en 1961, et participe, chez le même éditeur, au *Dictionnaire de la sexologie* (1962). Son corps est retrouvé pendu à un arbre, en 1970.

E. PIERRAT

» Arts plastiques, Cinéma (Les gays au), Cinéma (Les lesbiennes au), Cinéma gay et lesbien, Cocteau, Cuir, Littérature gay, Saint-Germain-des-Prés, Bibliographie.

## Bourdieu Pierre

Sociologue français (Denguin, 1930 - Paris, 2002)

Après des travaux ethnologiques sur la Kabylie dans les années 1960, rassemblés dans son *Esquisse d'une théorie de la pratique* (1972), Pierre Bourdieu s'oriente vers la sociologie de l'éducation (*Les Héritiers*, 1964 ; *la Reproduction*, 1970, avec Jean-Claude Passeron) et la sociologie de l'art et du jugement de goût (*l'Amour de l'art*, 1966 ; *la Distinction*, 1979). Dans tous ces ouvrages, il analyse les mécanismes de ce qu'il appelle la « violence symbolique », domination sociale qui se fait oublier comme telle et fonctionne avec la participation inconsciente de ceux qui en sont les victimes. C'est ce modèle théorique qu'il applique dans *la Domination masculine*, en 1998.

En mai 1996, Bourdieu est l'un des instigateurs de l'appel « Pour une reconnaissance légale du couple homosexuel », publié dans *le Nouvel Observateur* et signé par deux cent trente-quatre personnalités. En juin 1997, il participe au colloque du Centre Pompidou sur les études gays et lesbiennes, manifestant ainsi son soutien critique à un débat jusqu'alors occulté en France. Dans son intervention, il souligne le statut stigmatisé des homosexuel-le-s, condamnés à se révolter contre une catégorisation socialement imposée, tout en adoptant, pour pouvoir la dénoncer, un mode d'organisation qui selon lui risque de la ratifier, à savoir une mobilisation sectorielle axée sur la seule défense des homosexuel-le-s. Il en conclut que le mouvement homosexuel, au même titre d'ailleurs que le mouvement féministe, peut et doit se donner les moyens d'une subversion radicale des structures sociales et cognitives allant bien au-delà de la revendication de l'égalité des droits. Autrement dit, le mouvement homosexuel doit se transformer en avant-garde du mouvement social.

Pour comprendre cette vision utopiste, il faut souligner que l'intérêt de Pierre Bourdieu pour les mouvements gays et lesbiens est intimement lié à son engagement dans le mouvement social à partir de 1995. C'est qu'il croit voir dans le militant des mouvements gays et

lesbiens et de lutte contre le sida la combinaison explosive des deux stigmates de l'homosexualité et de la maladie, de ressources exceptionnellement élevées (capital culturel et social) et d'une capacité à subvertir le sens par toute une série de pratiques corporelles et discursives, qui, mis ensemble, permettent de contribuer avec succès à la remise en cause d'une société hétéronormée et patriarcale.

Sans doute Pierre Bourdieu s'est-il moins intéressé à la « question gay » qu'à la place que peut tenir un mouvement gay dans le mouvement social. Il reste qu'il aura été l'un des rares grands intellectuels français à prendre fait et cause pour les droits égaux des homosexuel-le-s.

O. FILLIEUX

» Arts plastiques, Couple, Discriminations, Droit, École, Égalité, Ethnologie, Études gays et lesbiennes, Féminisme, Hétérosexisme, Maghreb, Nouveaux mouvements sociaux, Pacs, Sida (l'épidémie), Sida (les associations), Sociologie, Stigmatisé.

## Bowie David

Pseudonyme de David Robert Jones

Chanteur britannique (Brixton, 1947)

« J'adorais Abba quand j'avais quinze ans, ils étaient tellement irréels. Bowie, lui, était bien réel... En 1973, c'était une vraie révolution pour la sexualité masculine. Il a rendu possibles Boy George, Sommerville, Frankie Goes to Hollywood, il a ouvert la voie à la culture gay et *camp*. Je me souviens surtout de Bowie à la télé et de ma grand-mère qui hurlait : "C'est dégoûtant, sales pédés !" » C'est Boy George en personne qui rend cet hommage (*Têtu*, n°1), et il est très proche de la vérité. Car si, en 1971, quand sort l'album *The Man who Sold the World*, avec David Bowie en robe sur la pochette, le scandale ne fait que couvrir, il éclate un an plus tard, véritable déflagration, lors de la présentation de *The Rise and Fall of Ziggy Stardust and the Spiders from Mars*, Bowie, marié et père de famille, annonce sa bisexualité. Dès lors, maquillé à outrance, travesti, androgyne aux yeux vairons, singulièrement talentueux, il impulse un mouvement *glam-rock* qui brille de mille paillettes sulfureuses pendant quelques années seulement, mais va influencer durablement le rock, la culture en général et bien évidemment la culture gay. À cet égard, on se référera avec intérêt au film réalisé en 1998 par Todd Haynes, *Velvet Goldmine*.

Dans les années 1980, David Bowie est acteur dans de nombreux films, dont le plus notable reste *Furyo* (1983), de Nagisa Oshima, sur la liaison impossible entre un capitaine japonais (joué par le musicien et chanteur Ryuichi Sakamoto) et un officier anglais (interprété par

« Je me souviens surtout de Bowie à la télé et de ma grand-mère qui hurlait : "C'EST DÉGOÛTANT, SALES PÉDÉS !" »

Boy George, *Têtu*, n° 1



L'Europride à Paris, en 1997.

## Lesbian and Gay Pride

L'idée d'une marche annuelle des homosexuel-le-s est née au sein des groupes gays et lesbiens qui émergent à la fin des années 1960 aux États-Unis et en Europe. À maints égards, son histoire offre une illustration éclatante des difficultés pour un tel mouvement à naître et exister publiquement.

### LES DÉBUTS DE LA FIERTÉ GAY

C'est en vue de commémorer les trois jours d'émeutes consécutifs à une descente de police le 27 juin 1969 au Stonewall Inn de New York, un bar fréquenté par des travestis et des gays, que les militants du Gay Liberation Front et de la Gay Activist Alliance, nouvellement créés, organisent une Christopher Street Liberation Parade le 28 juin 1970, érigeant ainsi le nom de la rue où se trouve ce bar et cœur de la vie homosexuelle new-yorkaise, en symbole. Le cortège, fort de quelques milliers de participants, défile sous la pancarte *Come out!*, marquant ainsi la première grande affirmation publique d'une visibilité et d'une identité homosexuelles. À partir de cette date, une marche sera organisée chaque année au mois de juin pour exprimer la fierté gay.

En France, à partir de 1971, les militants du FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire) choisissent de participer systématiquement au traditionnel défilé du 1<sup>er</sup> mai, profitant ainsi de la couverture médiatique de l'événement en même temps qu'ils mettent les représentants et les militants du mouvement ouvrier en situation de devoir

les reconnaître en tant qu'acteurs légitimes. Mais c'est le 25 juin 1977 que se tient la première marche spécifiquement homosexuelle, à l'appel du MLF et du GLH, pour protester contre la violente campagne homophobe de la chanteuse américaine Anita Bryant : « Tuer un homosexuel pour l'amour du Christ. » Un cortège d'environ 400 personnes défile à Paris, de la place de la République à la place des Fêtes.

Si, en 1978, aucune marche n'est organisée en France, celle-ci devient annuelle à partir de juin 1979, en référence explicite à Stonewall. Désormais, ses modes d'organisation, sa physionomie, son succès enfin, en termes de participation comme de couverture médiatique, constitueront un véritable baromètre de la santé du champ associatif et de la progressive reconnaissance de l'homosexualité dans notre société.

### UN BON MOYEN DE PRESSION

Jusqu'au début des années 1980, la marche est organisée par quelques rares organisations militantes, comme le CUARH (Comité d'urgence anti-répression homosexuelle) et le MIEL (Mouvement d'information et d'expression des lesbiennes). Dans le contexte de la montée en puissance de la gauche, amorcée aux législatives de 1978 et couronnée par l'élection de François Mitterrand à la présidence en mai 1981, la manifestation annuelle est pensée comme un moyen de pression sur les décideurs politiques. En 1981, c'est le 4 avril que près de 10 000 personnes défilent, quelques semaines avant la présidentielle, pour exiger notamment un changement de la loi sur la majorité sexuelle.

## « COME OUT! »

Slogan de la première  
Christopher Street Liberation Parade,  
le 28 juin 1970, à New York

À cette première période combative va succéder, à partir de 1983-1984 et jusqu'en 1989, un déclin sur tous les fronts : déclin de la participation, qui ne dépasse plus les 4 000 personnes et descend même certaines années à un millier (1986 et 1988) ; déclin des organisations militantes, les patrons d'entreprises commerciales prenant totalement le pas sur un secteur associatif moribond ; disparition enfin des revendications politiques au profit d'un défilé uniquement festif. La marche de 1989, avec ses 4 500 participants et son mot d'ordre inconsistant « liberté, égalité, homosexualité », marque l'apogée de ce déclin en même temps qu'elle annonce une ère nouvelle. D'une part, pour redonner un sens politique à la marche, le collectif Gay Pride est créé, qui regroupe les représentants des associations, de la presse et des établissements gays. D'autre part, les T-shirts et les slogans d'Act Up surgissent dans le cortège et les militants font leur premier *die-in*, pratique consistant à s'allonger sur le sol en silence un bref moment pour symboliser l'hécatombe du sida. Ils entendent ainsi attirer l'attention de la communauté homosexuelle sur les ravages de l'épidémie.

### EXTENSION DU DOMAINE DE LA LUTTE

Dans les années suivantes, alors que le secteur associatif se restructure avec et autour des groupes de lutte contre le sida, la Gay and Lesbian Pride (elle change de nom en 1990) prend de plus en plus d'ampleur, pour dépasser en 1996 les 100 000 participants. La question du sida est placée au centre des revendications, en même temps que la demande d'un statut légal pour les couples du même sexe. Mais surtout, la marche, qui désormais s'accompagne d'une Semaine de la fierté gay et lesbienne, est l'occasion pour les organisateurs d'appuyer une activité de lobbying et de réflexion qui se poursuit après le défilé par la remise de livres blancs, c'est-à-dire de cahiers de doléances, aux autorités politiques. En 1997, c'est à Paris qu'est organisée l'Europride, qui rassemble quelque 250 000 personnes. En 2000, la première Worldpride réunit à Rome plus de 200 000 personnes. L'événement est l'occasion pour tout un ensemble de groupes de venir clamer leur hostilité à la politique vaticane en matière de mœurs et de libertés. C'est d'ailleurs dans la même perspective d'une manifestation étendue à la lutte contre toutes les discriminations que Vienne est choisie pour l'édition 2001.

Le succès grandissant de la Lesbian and Gay Pride (nouveau nom adopté en 1995) s'est traduit par une extension de la participation, signe d'une incontestable normalisation et institutionnalisation de l'identité homosexuelle : augmentation d'abord de la participation des lesbiennes et des gays, mais aussi des hétérosexuel-le-s ; extension ensuite des soutiens à de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme et de lutte contre les discriminations, puis aux

partis politiques de gauche ; extension également aux villes de province (c'est en 1995 qu'est créée l'Interpride, qui entend coordonner les marches existant désormais dans de nombreuses villes de province et qui débouche en 1998 sur la création de la Fédération des Lesbian and Gay Prides de province) ; extension enfin de la couverture médiatique d'un événement qui, pendant près de quinze ans, aura été quasiment passé sous silence par l'ensemble des grands médias nationaux. En 2001, la marche est ouverte par Bertrand Delanoë, élu maire de Paris quelques mois plus tôt, et connaît un record d'affluence, puisque la préfecture de Police avance le chiffre de 500 000 personnes, distinguant 250 000 participants et 250 000 personnes venues en spectateurs. Les chiffres sont identiques pour l'année 2002. En décembre 2001, l'association organisatrice a changé de nom pour devenir l'Interassociative lesbienne, gaie, bi et trans, de manière à mieux refléter sa nature et ses activités (la marche n'en étant qu'une parmi d'autres), et surtout pour marquer un engagement « LCBT » conforme à un usage international. Depuis lors, la manifestation annuelle s'appelle la Marche des fiertés lesbiennes, gaies, bi et trans.

O. FILLEULE

### Participation à la Lesbian and Gay Pride à Paris

Année	Nombre de participants	Année	Nombre de participants
1979	800	1990	1 500
1980	1 000	1991	4 000
1981	10 000	1992	2 500
1982	8 000	1993	10 000
1983	8 000	1994	15 000
1984	3 000	1995	60 000
1985	4 000	1996	120 000
1986	1 000	1997	250 000
1987	5 000	1998	120 000
1988	1 500	1999	250 000
1989	4 500		

Données : préfecture de Police de Paris (données figurant dans les archives, parfois différentes de celles communiquées à la presse).

» Act Up, Associations, Bisexualité, *Coming-out*, Commercialisation, Communauté, Couple, CUARH, Delanoë, Discriminations, Droit, Égalité, États-Unis, Féminisme, FHAR, Fierté, GLH, Homophobie, Identité, Lesbienne/lesbianisme, New York, Politique, Presse gay, Presse lesbienne, Sida (l'épidémie), Sida (les associations), Stonewall, Transgenres, Transsexualisme, Bibliographie.

**Lesbian and gay studies**  
→ Études gays et lesbiennes



Noureev en répétition, le 8 avril 1975.

pher à Paris, où le « monde libre » découvre un danseur prodigieux, déjà renommé à Leningrad et déjà suspecté par le pouvoir pour son esprit rebelle et une sexualité peu compatible avec la morale soviétique. Sous la pression du Kremlin, la France, qui lui accorde effectivement l'asile politique, ne se hasarde néanmoins pas à l'engager à l'Opéra de Paris. Noureev danse alors à Paris pour le Ballet du marquis de Cuevas, puis à Londres, pour le Royal Ballet, aux côtés de Margot Fonteyn, avec qui il formera, à la scène, un couple mémorable dans le cadre de ce grand répertoire académique pour lequel il a été dressé. C'est aussi en 1961 qu'il rencontre un autre grand danseur classique, sans doute plus parfait que lui, et pour lequel il nourrit une admiration passionnée : le Danois Erik Bruhn, qui sera le grand amour de sa vie. Cependant, sa carrière se poursuit dans le monde entier, où il est invité en tant qu'interprète, puis afin de remonter des ouvrages du répertoire. Sa boulimie de travail autant que l'appât du gain, dû assurément à une enfance misérable, lui font accumuler une fortune considérable, multiplier les achats de résidences, d'objets d'art. Il se constitue une rare collection de peintures de nus masculins, une autre, plus riche encore, d'amants de rencontre, se cultive, apprend à jouer du clavecin et touche à la direction d'orchestre. De 1983 à 1989, et ce malgré l'opposition du Kremlin, qui ne désarme pas, ce pur produit de l'académisme prend la direction du ballet de l'Opéra de Paris. Il amorce une réforme salutaire de la troupe, hélas inachevée, promet de jeunes artistes en dehors de toute hiérarchie, élargit leur horizon artistique, de la danse baroque à Dominique Bagouet et William

Forsythe, en passant par Martha Graham et Merce Cunningham, redonne du lustre à la compagnie malgré nombre de productions pesantes. Lui-même chorégraphe peu inspiré, se noyant dans une écriture stérile et compliquée, il se révèle un remarquable metteur en scène dans des ballets comme *Roméo et Juliette* (1977 à Londres, 1984 à Paris), *Casse-Noisette* (1985) ou *Cendrillon* (1986). Mais, alors que sa virtuosité décline, il s'accroche désespérément à sa gloire de danseur, en arrive à se produire dans des salles de troisième rang alors qu'il néglige son poste à l'Opéra. Démis de ses fonctions, il poursuit sa vie errante, tente une percée dans la comédie musicale et la direction d'orchestre. Quand il remonte son ultime ballet à l'Opéra de Paris, en 1992, il est déjà effroyablement affaibli par le sida qui l'a frappé depuis longtemps et qu'il a surmonté avec une énergie farouche. La première de cette *Bayadère*, somptueuse production dans laquelle on voit son chant du cygne, est aussi sa dernière apparition publique. Noureev achève sa vie dans son appartement parisien du quai Voltaire lors des mois qui suivent.

R. DE GUBERNATIS

» Arts plastiques, Bagouet, Baroque (Musique), Communisme, Cunningham, Danse, Londres, Opéra, Paris, Politique, Sexe anonyme et lieux de rencontres, Sexuelles (Pratiques), Sida (l'épidémie), Théâtre musical, Bibliographie.

## Nouveaux mouvements sociaux

L'expression « nouveaux mouvements sociaux » est apparue en France dans les travaux d'Alain Touraine (*Production de la société*, 1973) et a très vite servi à désigner, aux États-Unis et en Europe, la nébuleuse des mouvements nés au tournant des années 1970, dans le sillage de la contestation des années 1960. Tous ces mouvements, écologistes, antinucléaires, féministes, homosexuels, mais aussi pacifistes, innovent tant au niveau des thèmes mobilisateurs que des modes d'action politique, par le passage de la représentation traditionnelle des intérêts à une pratique plus directement participationniste. Ils bénéficient de l'expérience et des réservoirs de militants créés par les mouvements étudiants et, aux États-Unis, par l'opposition à la guerre du Vietnam.

Les nouveaux mouvements sociaux partagent un ensemble de traits communs : la focalisation des luttes sur de nouveaux enjeux qui proviennent plus des différences dans les styles de vie que de besoins économiques ; une volonté d'autonomie individuelle et d'identité, une opposition ferme à la bureaucratiation de la société et à la régulation sociale jugée oppressive ; la centralité du corps comme lieu culturel de résistance et de désir dont il faut reprendre possession ; la mobilisation, enfin, des jeunes générations de la nouvelle classe moyenne. Tous ces mouvements ont connu des fortunes diverses : institutionnalisation à travers la création de partis politiques pour les écologistes ; fort déclin pour les mouvements antinucléaire, de libération de la femme et les groupes homosexuels au tournant des années 1980, avant un renouveau certain dans les années 1990.

O. FILLIEULE

» États-Unis, Féminisme, Identité, Politique, Sociologie, Bibliographie.

périodes très longues, l'optimisme lié aux nouveaux traitements avec un réengagement dans la sexualité de personnes dont l'état de santé s'est considérablement amélioré.

Ainsi, l'épidémie de sida reste d'une grande actualité pour la population homosexuelle masculine, plus de vingt ans après la découverte des premiers cas.

A. LAPORTE

>> *Safer sex*, Sexe anonyme et lieux de rencontres, Sexuelles

(Pratiques), Sida (les associations), Sida (les politiques de prévention), Sida (au cinéma), Sida (dans la littérature), Sida (dans l'art), Bibliographie.

## Sida (les associations)

### PREMIÈRES MOBILISATIONS

La Gay Men's Health Crisis (GMHC) est considérée comme la première association de lutte contre le sida créée au monde. Elle apparaît à New York en janvier 1982, quelques mois après la découverte des premiers cas. Ses fondateurs sont des écrivains, journalistes et médecins actifs dans la communauté gay, ce qui explique l'orientation homosexuelle initiale de l'association, qui ne changera jamais de nom, bien qu'elle étende rapidement son action et devienne la principale organisation américaine de lutte contre le sida. La même année, des groupes de malades voient également le jour. Début 1983, plusieurs homosexuels se rassemblent au sein du Aids Network, un groupe plus revendicatif qui organise la première action de rue de l'histoire du sida à l'occasion d'une conférence sur la nouvelle maladie, réunissant médecins et politiques. En moins de deux ans, les différents modes de mobilisation qui marqueront la lutte contre le sida dans le reste du monde, du service communautaire à l'activisme politique en passant par les groupes d'entraide, ont déjà cours aux États-Unis.

À partir de 1982, le modèle de la GMHC est reproduit dans différents pays d'Europe; partout, l'action associative précède celle des pouvoirs publics. C'est le plus souvent la proximité avec la maladie qui est à l'origine de la mobilisation, rompant avec les contours traditionnels de l'engagement humanitaire. Les pays où l'organisation sociale des homosexuels est la plus avancée lorsque le sida apparaît sont ceux où le nombre de cas connaît la progression la moins rapide. En France, les groupes homosexuels « politiques » avaient connu un certain affaiblissement lorsque leurs principales revendications avaient été satisfaites après l'élection de François Mitterrand en 1981 (notamment l'abrogation de l'article 331 alinéa 2 du Code pénal, qui permet l'alignement de l'âge de la majorité « sexuelle » des homosexuels sur celui des hétérosexuels), laissant place au développement d'un espace composé d'associations de service et de convivialité et d'une subculture de plus en plus clairement tournée vers la consommation, notamment sexuelle. La lenteur de l'organisation du champ associatif de lutte contre le sida, ajoutée à la réaction tardive des pouvoirs publics, explique ainsi pour une part la diffusion rapide du VIH.

### NAISSANCE DES ASSOCIATIONS FRANÇAISES

C'est du pôle subculturel du mouvement homosexuel qu'est issu Patrice Meyer (revue *Samourai*, Association des médecins gais), le fondateur de la première association française, Vaincre le sida (VLS), créée en 1983, qui s'oriente vers l'élaboration de services concrets aux malades et vers l'information du public, notamment par la mise en place d'une permanence téléphonique. Le trait qui caractérise l'ensemble des associations de lutte contre le sida jusqu'à la fin des

années 1980 est la volonté de tenir un discours détaché de toute référence à l'homosexualité, par crainte de la stigmatisation des malades et d'une montée de l'homophobie. À partir de 1984, la lutte contre le sida connaît une inflexion majeure avec l'apparition d'Aides, association promise à un succès croissant qui, jusqu'au début des années 1990 au moins, la place en tête du champ associatif. Alors que de plus en plus de personnes prennent connaissance de leur statut sérologique, ou de celui de leurs proches, grâce à la mise au point des tests de dépistage en 1985, l'action d'Aides se développe sur deux fronts principaux : l'aide aux malades et la prévention. L'association se trouve marquée en 1987 par la démission de deux des fondateurs, Frédéric Edelmann et Jean-Florian Mettetal, qui rejoignent Arcat-sida, créée deux ans plus tôt dans le but d'optimiser le suivi des malades par le soutien à un groupe de cliniciens et de chercheurs. Avec de nouveaux statuts déposés début 1988, Arcat-sida va développer ses activités sur un triple champ d'intervention largement professionnalisé : le soutien au monde médical, l'information sur la maladie avec la création du *Journal du sida*, et l'action sociale en direction des personnes atteintes les plus marginalisées.

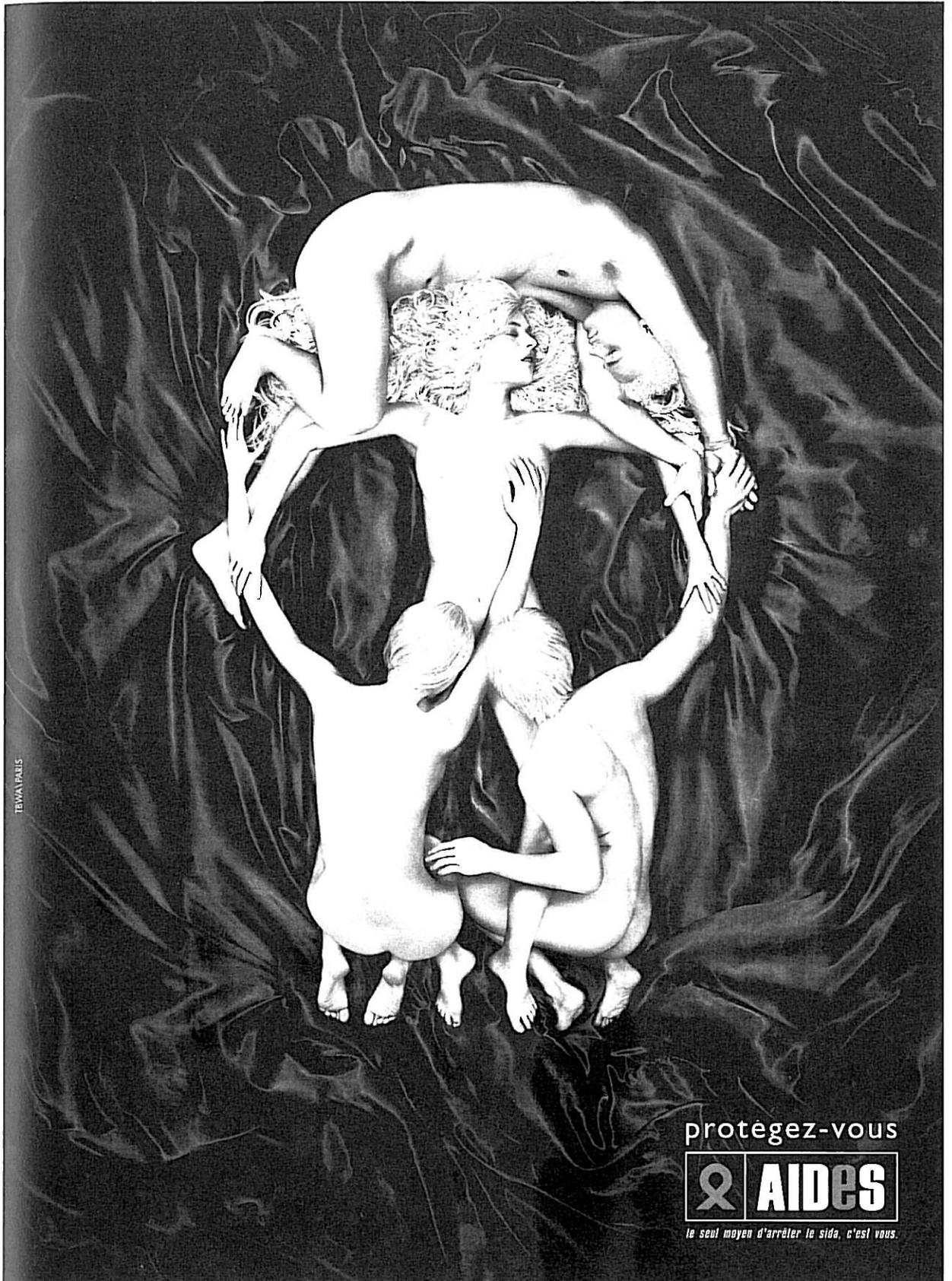
### DÉVELOPPEMENT, FRAGMENTATION ET RADICALISATION

À la fin des années 1980, le champ associatif de lutte contre le sida connaît une floraison importante, avec la création de multiples associations qui restent fidèles à la ligne d'Aides sur la question de l'homosexualisation du sida – c'est par exemple le cas d'Aparts, qui propose des appartements thérapeutiques aux malades les plus démunis –, à l'exception toutefois de Santé et plaisir gai, qui entend réintroduire la question de l'homosexualité dans le débat. À partir de 1988 apparaît une nouvelle génération d'associations se faisant explicitement la voix des séropositifs, dont Act Up-Paris deviendra le fer de lance. Sa création en 1989 résulte de la conjonction de deux phénomènes émergents : l'expression nouvelle d'une parole publique sur la séropositivité et l'inclusion d'une revendication homosexuelle à la lutte contre le sida, ces deux dimensions ne trouvant pas leur place au sein des associations aînées.

Au même moment, l'intervention des pouvoirs publics se renforce avec la création en 1989 de trois organismes spécialisés, dont l'Agence française de lutte contre le sida, chargée d'organiser les campagnes d'information nationales et de financer sur appels d'offres les actions locales, avec pour conséquence une certaine recomposition du monde associatif au début des années 1990. Si elle s'attache à financer les activités d'Aides, alors implantée sur l'ensemble du territoire, elle veille également à réduire sa position dominante, dans le but de favoriser les réponses apportées par des associations plus spécialisées, mais aussi d'asseoir sa propre autorité. L'une de ses premières initiatives est l'autonomisation du service d'écoute téléphonique d'Aides, par la création d'une association spécifique : Sida info service. La professionnalisation amorcée à la fin des années 1980 se renforce nettement au début de la décennie suivante grâce aux fonds attribués à des associations qui peuvent dès lors créer des postes salariés.

### L'APOGÉE ET L'ÉROSION DU MOUVEMENT

Le développement des associations suit les courbes ascendantes du nombre de malades et de décès, au même titre que la mobilisation sociale, qui culmine en 1994 au moment du premier Sidaction, émission d'appel aux dons diffusée simultanément sur l'ensemble des chaînes de télévision. Cet événement suscite une arrivée massive de nouveaux volontaires, ainsi que leur diversification. L'apparition de la



TEVA PARIS

protégez-vous



le seul moyen d'arrêter le sida, c'est vous.

Campagne de l'association Aides en faveur de l'utilisation du préservatif, 2003.

manne financière de ce premier Sidaction (300 millions de francs environ) influe sur l'évolution des associations, auxquelles sera adressée la moitié des fonds récoltés. Certaines trouvent là l'occasion de développer leurs activités, en particulier grâce au salariat. Act Up, Aides et Arcat-sida renforcent leur position dominante en créant conjointement, avec l'Association des artistes contre le sida, une nouvelle association chargée de répartir les fonds recueillis, Ensemble contre le sida.

Le contrecoup de ce développement soudain apparaît lorsque cette nouvelle source de financement se tarit. Suite à l'échec financier du second Sidaction (1996), l'exacerbation d'antagonismes divers va se traduire par des conflits interassociatifs, notamment entre Aides et Act Up. Un phénomène de démobilisation se fait jour, qui annonce le déclin du mouvement. En effet, l'évolution de l'épidémie à partir de 1996 vient rompre la courbe ascendante de la mobilisation au sein des principales associations : l'apparition de nouveaux traitements (les antiprotéases, prescrits le plus souvent en association avec d'autres molécules) entraîne la redéfinition progressive du sida en maladie chronique, alors que s'observe une diminution brutale de la mortalité et du nombre de nouveaux cas. Dans ce contexte, les associations restent divisées sur le discours à tenir, entre espoir et alerte. Certaines étendent leur champ d'action à des thématiques afférentes à celle du sida, telles que l'usage de drogue, les hépatites, la sexualité ou la santé en général. La plupart voient leur budget diminuer et subissent une défection de volontaires, alors qu'en raison de la chute de la mortalité les personnes atteintes n'ont jamais été aussi nombreuses. Début 2000, VLS, qui s'était largement développée au cours des années 1990, se voit contrainte de déposer le bilan.

C. BROQUA ET O. FILLIEULE

» Act Up, Aides, Associations, Commercialisation, Communauté, Droit, Homophobie, New York, Politique, *Safer sex*, Sexe anonyme et lieux de rencontres, Sexuelles (Pratiques), Sida (l'épidémie), Sida (les politiques de prévention), Sida (au cinéma), Sida (dans la littérature), Sida (dans l'art), Stigmate, Subculture, Bibliographie.

## Sida (les politiques de prévention)

Il faut attendre l'arrivée de Michèle Barzach au poste de ministre délégué chargé de la Santé pour que le sida soit décrété « grande cause nationale », en 1987, six ans après l'apparition de la maladie, qui touche alors majoritairement les homosexuels et les usagers de drogues par voie intraveineuse. Les premières campagnes nationales de prévention menées par les pouvoirs publics et réalisées par le Comité français d'éducation pour la santé (CFES) à partir de 1987 (« Le sida, il ne passera pas par moi » ; « Le sida, il ne passera pas par nous ») ne comportent aucun message ciblé en direction de ces populations. C'est d'ailleurs au moment où le sida est reconnu comme une menace globale pour l'ensemble de la société qu'elles sont lancées.

### LES PREMIÈRES CAMPAGNES

En 1989, suite aux recommandations formulées dans un rapport remis par le Pr Claude Got au Premier ministre, trois instances spécifiques sont créées, dont l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS), chargée, d'une part, d'organiser les campagnes nationales de prévention et, d'autre part, de répartir les financements publics attribués à des projets associatifs. Si l'AFLS n'inclut pas non plus, dans ses

campagnes grand public, de message explicitement destiné aux homosexuels, elle espère néanmoins que les personnages mis en scène pourront constituer des supports d'identification pour les différentes populations touchées par l'épidémie.

Seules deux campagnes réalisées en 1992 (« Les préservatifs, pourquoi hésiter plus longtemps ? », « Les préservatifs, aujourd'hui tout le monde dit oui ») comportent chacune un spot mettant en scène des hommes dont les dialogues permettent aux plus attentifs de les reconnaître comme homosexuels. En revanche, l'Agence se dote dès 1990 d'un « groupe d'experts » sur la thématique des homosexuels face au VIH, finance sur appels d'offres des actions de prévention ciblées, achète des encarts dans la presse gay, avant d'éditer en 1992 une série de cinq brochures à destination des homosexuels (*Petits Livres du plaisir, du sexe et de l'amour* de la collection « Hommes entre eux ») diffusées de manière très sélective. Elle organise enfin cette même année un colloque réunissant chercheurs, acteurs de terrain et pouvoirs publics, afin de faire le bilan des actions menées et de dégager des perspectives pour l'avenir.

Les premiers messages véritablement explicites adressés aux homosexuels à travers des campagnes grand public apparaissent en 1994. Il s'agit de spots réalisés par des associations, diffusés à la télévision et au cinéma. L'un fait partie des trente et un films produits dans le cadre du concours « 3 000 scénarios contre un virus » organisé auprès des adolescents par le CRIPS (Centre régional d'information et de prévention du sida) : deux étudiants se retrouvent dans une bibliothèque universitaire où ils évoquent leur relation amoureuse. L'autre, signé par Act Up-Paris, procède à l'énumération détaillée des pratiques qui présentent un risque de transmission – relations sexuelles non protégées et échange de seringues – et des prophylaxies associées. Fin 1994, suite à la dissolution de l'AFLS, recommandée par le Pr Luc Montagnier dans un rapport remis au Premier ministre, la Direction générale de la santé (DGS) reprend le flambeau de la prévention en France tandis que les Ddass (Directions départementales des actions sanitaires et sociales) sont chargées de financer localement les actions de prévention menées sur le terrain par les associations.

### DES MESSAGES CIBLÉS DANS LES CAMPAGNES GRAND PUBLIC

En 1995, quatorze ans après l'apparition du sida, ce sont les pouvoirs publics qui, pour la première fois, lancent une campagne de prévention grand public intégrant des messages ciblés en direction des homosexuels (ou des hommes ayant des pratiques homosexuelles) par des encarts dans la presse et des spots radiodiffusés (« Quand vous faites l'amour avec Gilles, pensez à protéger Jérôme » en direction des multi-partenaires ; « Heu-reux » en direction des couples ouverts). Fortement décriée par certaines associations en raison de censures gouvernementales,

« Quel souvenir  
garderez-vous de vos  
vacances ? Le sida ? »

Campagne de prévention, 1996